

## ASSEMBLEE GENERALE DE LA CNAPE

### MOTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

#### Protection de l'enfance : chronique annoncée d'un effondrement

Aujourd'hui, en France, plus de trois cent mille enfants et jeunes sont concernés par une mesure de prévention et de protection de l'enfance. Plus de trois cent mille enfants et jeunes ne bénéficient pas du niveau de soin, d'accompagnement et de protection que notre pays se doit de leur apporter.

Aujourd'hui, en France, celles et ceux qui consacrent leur énergie à prendre soin des autres, au service de l'intérêt général, sont dévalorisés. Cette dévalorisation engendre une crise inédite d'attractivité qui mine le cœur de notre pacte social.

La CNAPE alerte depuis de nombreuses années sur ce malaise profond des acteurs associatifs de la protection de l'enfance. Résultat d'une déconsidération de longue date de l'action des professionnels qui contribuent à la prévention et à la protection de l'enfance, ce malaise se traduit désormais brutalement, implacablement, sur tout le territoire. La précarisation de nombreuses professions contribue à une pénurie généralisée de nos métiers, qu'ils soient sur le terrain ou contribuent à la bonne marche des associations. Ce malaise s'observe aussi dans les instituts de formation. Chaque année, nous dressons le constat d'une désaffection croissante pour le travail social, et d'une difficulté accrue à convaincre tant de l'intérêt de ces qualifications exigeantes que de la richesse des métiers et de leur sens.

Mais comment défendre le sens de la mission de nos professionnels lorsque leurs conditions de travail se dégradent, lorsque leur pouvoir d'achat diminue, que les équipes sont en sous-effectif, que le turn-over s'accroît, lorsque les besoins de formation sont ignorés ?

Aujourd'hui, en France, tous les ingrédients d'une crise sociale majeure sont là. Les premières victimes sont connues : l'enfance et la jeunesse en situation de vulnérabilité ou de danger.

Le conseil d'administration de la CNAPE et l'ensemble de ses membres réunis en Assemblée générale souhaitent que soient mises en œuvre une **juste et effective rémunération des professionnels**, dont **une prime Ségur appliquée à tous les métiers sans exception**, et **un coup d'arrêt immédiat à l'érosion durable du pouvoir d'achat** des salariés de notre secteur.

Au-delà de ces mesures d'urgence, la CNAPE appelle à **une prise de hauteur sur les causes de la crise d'attractivité**. Un plan des solidarités et de la santé devra répondre aux enjeux de reconnaissance politique des métiers, d'amélioration des conditions de travail, de restructuration des formations et plus largement de financement et de gouvernance du secteur.